

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 24 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OXYTEC Saint-Saulve

Zone Industrielle n°4 - CD 401
BP 35
59880 Saint-Saulve

Références : V2/2025-053
Code AIOT : 0007000455

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement OXYTEC Saint-Saulve implanté Zone Industrielle n°4 - CD 401 BP 35 59880 Saint-Saulve. L'inspection a été annoncée le 18/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Par courriel du 23/10/2024, l'inspection des installations classées a été informée de nuisances relatives à des fumées jaunes irritantes en provenance de la société OXYTEC et ayant incommodé le personnel d'un établissement voisin.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OXYTEC Saint-Saulve
- Zone Industrielle n°4 - CD 401 BP 35 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007000455
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site OXYTEC est situé à Saint-Saulve au nord de Valenciennes dans le département du Nord (59). Il est implanté en Zone Industrielle n°4 de Valenciennes, en limite de propriété de l'aciérie SAARSTAHL-ASCOVAL, côté parc à ferrailles externe et le long du canal de l'Escaut.

L'activité principale est la récupération et le traitement des sous-produits issus de l'aciérie électrique (déchets non dangereux de laitiers, répartiteurs, réfractaires, battitures et métaux), dont les transferts sont effectués par l'intermédiaire d'un accès aménagé entre les deux sites.

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mars 2001 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 janvier 2018.

Le site est soumis :

- à autorisation au titre des rubriques suivantes :
 - 2791 : Installation de traitement de déchets non dangereux - Traitement des laitiers, des déchets de répartiteurs et des réfractaires de l'aciérie ASCOVAL pour une capacité de traitement de 140 000 t/an soit 400 t/j ;
 - 3532 : Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour par traitement du laitier - capacité de traitement de 140 000 t/an soit environ 400 t/j.
- à enregistrement au titre des rubriques suivantes :
 - 2515-1 : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation - Installation de criblage et de déferraillage des laitiers d'une puissance de 300 kW ;
 - 2713 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux pour une surface de 130 000 m².

Les activités du site relèvent donc de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED.

Le changement d'exploitant au profit de la société OXYTEC a été autorisé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 novembre 2023.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Prévention des dangers et inconvénients pour les | AP Complémentaire du 23/01/2018, article 2.1.1 | Demande de justificatif à l'exploitant | 7 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| | intérêts protégés | | | |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 11/12/2024 fait suite à un signalement pour des nuisances relatives à des fumées jaunes irritantes en provenance de la société OXYTEC et ayant incommodé le personnel d'un établissement voisin.

La visite d'inspection a permis d'établir que les activités d'oxycoupage de déchets de métaux exercées sur le site OXYTEC produisent des fumées et que leur couleur jaune/rousse est caractéristique de la présence de chrome dans certains alliages d'acier.

Ces activités d'oxycoupage sont réalisées à l'air libre, sans captation des fumées émises.

L'exploitant a déclaré que dans le cadre d'un projet de mutualisation d'équipements industriels, les opérations d'oxycoupage cesseront définitivement sur son site à l'échéance du mois de mars 2025 et que dans l'attente de la mise en œuvre de ce projet, les activités d'oxycoupage sont limitées aux opérations ne pouvant être différées.

Au regard de ces constats, l'inspection des installations classées n'a pas proposé à ce stade de suites administratives, mais l'exploitant devra fournir des justificatifs.

En revanche, en l'absence de la mise à l'arrêt définitif des installations d'oxycoupage avant la fin mars 2025, des suites administratives seront proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts protégés

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/01/2018, article 2.1.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des dangers et inconvénients pour les intérêts protégés |
| Prescription contrôlée : Chapitre 2.1 Exploitation des installations Article 2.1.1. Objectifs généraux L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - limiter le prélèvement et la consommation d'eau ; - limiter les émissions de polluants dans l'environnement ; - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ; - la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ; - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou |

accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Constats :

Par courriel du 23/10/2024, l'inspection des installations classées a été informée de nuisances relatives à des fumées jaunes irritantes en provenance de la société OXYTEC et ayant incommodé le personnel d'un établissement voisin.

Il ressort d'un premier échange avec la société OXYTEC que les activités d'oxycoupage de déchets de métaux exercées sur le site produisent des fumées et que leur couleur jaune/rousse est caractéristique de la présence de chrome dans certains alliages d'acier. Ces activités d'oxycoupage sont réalisées à l'air libre, sans captation des fumées émises.

L'exploitant indique qu'un autre exploitant ICPE situé à proximité de l'établissement à l'origine du signalement, mais à l'opposé du site OXYTEC, est également autorisé pour des activités d'oxycoupage de déchets de métaux et pourrait également être à l'origine des nuisances perçues, suite à une confusion du personnel sur l'origine des fumées. En effet des panaches de fumées rousses en provenance de cet autre site sont régulièrement observés par l'exploitant.

Il ressort d'un échange avec les responsables de l'établissement voisin à l'origine du signalement qu'ils sont catégoriques sur l'origine des fumées en provenance du site OXYTEC et que le phénomène n'est pas isolé mais dépend surtout des conditions météorologiques et de la direction du vent. De plus l'occupation du site par leur personnel n'est pas permanente rendant le constat des nuisances perçues « multifactoriel ».

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site de la société OXYTEC le 11/12/2024.

La société OXYTEC est autorisée pour des activités d'oxycoupage de déchets de métaux pour une capacité maximale de 20 t/j et un stock maximum de matière à traiter de 1000 t. Ces activités relèvent de la rubrique ICPE 2791 sous le régime de l'autorisation.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/01/2018 imposent que ces activités soient exercées sur une aire spécifique et en période diurne mais elles n'imposent pas la captation et la canalisation des émissions atmosphériques diffuses issues des activités d'oxycoupage, ni leur traitement, ni de valeurs limites d'émission.

En revanche, compte tenu du signalement de l'établissement voisin et des nuisances perçues, il apparaît que l'exploitant n'a pas pris toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les dangers et inconvénients présentés par ses installations d'oxycoupage pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et notamment pour la commodité du voisinage et la santé publique.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les activités d'oxycoupage sur le site étaient en voie de disparition dans la mesure où la société OXYTEC a remporté un appel d'offre visant à mutualiser les opérations d'oxycoupage et à les réaliser exclusivement sur le site de l'aciérie électrique voisine SAARSTAHL-ASCOVAL (établissement ICPE). Ces opérations d'oxycoupage visent à mettre à dimension les métaux dans le cadre du procédé de fabrication de l'aciérie. Ainsi un nouvel outil

(banc de découpe) avec aspiration et traitement des fumées sera mis en service au plus tard en mars 2025, en remplacement du banc existant de l'aciérie et des équipements d'oxycoupage sur le site d'OXYTEC.

L'inspection confirme sa connaissance de ce projet industriel pour l'aciérie voisine.

L'ensemble du personnel dédié à l'oxycoupage sur le site d'OXYTEC sera transféré sur le site SAARSTAHL-ASCOVAL.

Le contrat commercial encadrant les nouvelles dispositions pour les opérations d'oxycoupage mutualisées a été présenté à l'inspection et entrera en vigueur dès le 01/01/2025.

Dans l'attente de la mise en service du nouveau banc, l'exploitant a déclaré limiter ses activités d'oxycoupage et que la solution privilégiée était un stockage des métaux chez SAARSTAHL-ASCOVAL dans l'attente de leur mise à dimension par découpage sur place ; seules quelques nuances particulières sont encore oxycoupées sur le site OXYTEC et uniquement si la découpe est urgente et ne peut être différée sur le nouveau banc.

L'exploitant a déclaré qu'à la mise en service du nouveau banc dans l'aciérie voisine, les opérations d'oxycoupage cesseront définitivement sur le site OXYTEC.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant ses obligations réglementaires en matière de cessation d'activités ICPE encadrées par les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement : notification au Préfet, mise à l'arrêt définitif, mise en sécurité, détermination du ou des usages futurs, réhabilitation ou remise en état ainsi que les attestations réglementairement requises aux étapes clé délivrées par des entreprises certifiées.

L'exploitant s'est engagé à mener ces démarches dans les délais imposés.

La visite terrain a permis de constater la présence d'une aire extérieure non couverte dédiée aux activités d'oxycoupage exercées à l'air libre et sans dispositif de captation des fumées. Cette aire extérieure est implantée à environ 70 m de la limite d'exploitation du site présente côté établissement à l'origine du signallement. Elle présente :

- un stock limité de matière à découper estimé à moins de 100 t ;
- des matières oxycoupées en quantité limitée ;
- une cuve aérienne de propane ;
- une cuve aérienne d'oxygène ;
- un container où est entreposé le matériel d'oxycoupage (non visité) ;

Le jour de la visite aucune activité d'oxycoupage n'était réalisée permettant d'apprécier les fumées effectivement émises par ces activités.

Dans la mesure où une cessation définitive des activités d'oxycoupage sur le site est attendue suite à la mise en service du nouveau banc de découpe au sein de la société SAARSTAHL-ASCOVAL prévue à l'échéance du mois de mars 2025 et que l'exploitant, dans la phase actuelle de transition, a mis en place des mesures afin de limiter autant que faire se peut les activités d'oxycoupage, il n'est pas proposé à ce stade de suites administratives, mais l'exploitant devra fournir les justificatifs suivants :

Demande de justificatif n°1 : L'exploitant transmettra de façon hebdomadaire à l'inspection les quantités journalières traitées par oxycoupage jusqu'à la mise en service effective du nouveau banc de découpe.

En revanche, en l'absence de notification à M. le Préfet de la cessation d'activité des installations d'oxycoupage et de leur mise à l'arrêt définitif effective, réalisées conformément à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, avant la fin mars 2025, des suites administratives seront proposées pour prévenir les dangers et inconvénients présentés par les installations d'oxycoupage pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

A minima une étude technico-économique sur la captation, la canalisation, l'évacuation et le traitement des émissions atmosphériques diffuses d'oxycoupage sera imposée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf. les demandes détaillées directement dans les constats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours